



Association

CRIIRAD

Laboratoire

**Commission de Recherche et d'Information
Indépendantes sur la Radioactivité**

29 cours Manuel de Falla / 26000 Valence

☎. 33 (0)4 75 41 82 50 / contact@criirad.org

Valence, le 27 mars 2018

**RUTHENIUM 106
UN INCROYABLE FIASCO**
La CRIIRAD met en cause les
rapports officiels.

VOLET 1

Les experts officiels passent l'impact sanitaire par pertes et profits

Les conclusions de la commission « scientifique » internationale

Cette commission, mise en place par les autorités russes¹, s'est réunie le 31 janvier à Moscou. Elle comporte 10 représentants de 7 États : 3 représentants russes, 2 représentants suédois et 1 représentant pour chacun des 5 pays restants : France, Finlande, Norvège, Allemagne et Grande-Bretagne². Le compte rendu publié le 2 février présente les premières conclusions auxquelles sont parvenus les experts.

La conclusion n°2 tient en une phrase : « Sur la base des données disponibles, aucun effet sur la santé n'est attendu pour la population ». Cette conclusion est scientifiquement erronée et déontologiquement révoltante.

En s'appuyant sur leur conclusion n°1 qui retient un rejet massif de 100 TBq de Ru-106, les « experts » auraient pu écrire, tout au contraire : « Sur la base des données disponibles, des effets sur la santé sont attendus pour la population exposée. ». De fait, un rejet de 100 TBq de ruthénium-106 (et par conséquent de 100 TBq de rhodium-106) est susceptible d'exposer certains groupes de population à des doses de rayonnement très préoccupantes, justifiant des mesures de protection immédiates. Les expositions réelles dépendent de la configuration du rejet et des conditions météorologiques, paramètres à ce jour indéterminés. Les expositions potentielles étant très inquiétantes sur le plan sanitaire et les expositions réelles encore inconnues, on ne voit pas comment les experts parviennent à conclure à l'absence de risque. On le voit d'autant moins que cette conclusion ne s'appuie sur aucun argument.

En considérant, non plus la quantité de radioactivité rejetée mais le résultat des contrôles radiologiques, les experts auraient alors dû écrire : « Sur la base des données disponibles, aucune conclusion ne peut encore être tirée en matière d'impact sanitaire. Les données sont, en effet, bien trop lacunaires et, pour certaines, totalement contradictoires, pour permettre d'estimer les conséquences dosimétriques et sanitaires de l'évènement. »

Les conclusions sur l'absence de risque sont d'autant plus surprenantes que les experts reconnaissent explicitement : 1/ qu'il y a « trop d'incertitudes pour tirer des conclusions sur l'emplacement de la source de Ru-106 », 2/ qu'ils doivent au préalable « collecter et vérifier toutes les données disponibles et évaluer leur qualité » (conclusion n°5) et 3/ qu'il leur faut également approfondir le phénomène météorologique spécifique identifié par Rosguidromet (conclusion n°8) et qui a mis cet organisme sur la piste d'une origine américaine de la contamination !³. Peu importe à ce stade que cette hypothèse soit sérieuse ou un avatar des meilleurs scénarios de la guerre froide, dès lors que les experts considèrent qu'elle mérite vérification, comment peuvent-ils affirmer, sans autre élément d'appréciation, qu'une fuite accidentelle aux États-Unis n'a eu aucun impact sur aucun des habitants de ce pays ?

¹ C'est ce que précise la note d'information de l'IRSN du 6/02/2018.

² À noter que l'expert britannique n'était pas présent à la réunion du 30/01/2018.

³ Dans son rapport de décembre 2017, Rosguidromet envisage en effet qu'à la faveur des incendies et de l'ouragan Irma, le rejet de Ru-106 aurait pu se produire aux États-Unis, être propulsé en altitude, transporté vers la Russie puis retomber au niveau du sol à la faveur d'un phénomène particulier de réduction de la troposphère (attesté à Kychtym, près de Mayak, au moment de l'apparition du Ru-106) et des mécanismes standard de turbulence.

Que des experts de 6 pays différents aient pu s'entendre sur une conclusion dépourvue de tout fondement scientifique ne laisse pas d'inquiéter pour la suite des investigations. Si leur compétence n'est pas en cause, on ne peut que s'interroger sur leurs motivations ou leurs marges de manœuvre.

L'amnésie troublante de l'IRSN

La question se pose de façon aigüe pour le représentant de la France. Il s'agit en effet d'un responsable de l'IRSN. Or, dans son rapport du 9 novembre 2017, cet institut avait conclu à un rejet de 100 à 300 TBq pouvant conduire à des expositions si importantes qu'elles justifiaient des mesures de protection telles que le confinement, et même l'évacuation, des populations ! Chacun sait que cette dernière mesure, particulièrement lourde, n'est envisagée qu'en cas de risque sanitaire très élevé (en France, lorsque les doses efficaces sont susceptibles de dépasser 50 mSv, soit 50 fois le niveau de risque maximum admissible sur un an).

Les conclusions publiées par l'IRSN en novembre 2017 et celles de la Commission internationale (dont l'Institut est membre) sont donc incompatibles.

La CRIIRAD a donc lu avec attention la note d'information que l'IRSN a publiée sur son site le 6 février, soit 5 jours après la publication des conclusions de la commission : elle ne comporte aucune réserve sur l'absence d'effets sanitaires attendus et passe totalement sous silence la conclusion opposée à laquelle l'IRSN était parvenu en novembre. Ce revirement à 180° est confirmé dans le rapport que l'IRSN a publié sur son site le 6 février 2018.

Le volet sanitaire disparaît également du rapport IRSN de janvier 2018

L'IRSN affirme que ce rapport « *fait la synthèse des différentes investigations qu'il a menées à la suite de la détection en octobre 2017 de ruthénium 106 en France et en Europe.* ». En vérité, si l'on confronte le rapport de janvier 2018 à celui de novembre 2017, il est clair que le volet relatif à l'impact du rejet sur les populations locales a été supprimé. Il n'y a plus aucune mention, pas même la moindre allusion, à l'impact dosimétrique local et aux mesures de protection associées.

On pourrait comprendre que l'IRSN ait revu sa position à la lumière de nouveaux éléments lui permettant d'exclure toute possibilité d'impact dosimétrique et sanitaire significatif, y compris pour les populations les plus exposées. Mais il n'y a rien de tel dans ce rapport dit de « synthèse » : la question cruciale des conséquences sanitaires, évidemment la plus gênante pour les autorités russes, a simplement été gommée. En réécrivant l'histoire, l'IRSN se dispense de toute justification.

Ce nouveau rapport, rédigé exclusivement en anglais, a été présenté à Moscou le 31 janvier aux autres membres de la commission scientifique internationale. **Il conclut désormais, sans risque de déplaire, qu'une exposition à des niveaux de ruthénium pouvant atteindre plusieurs centaines de mBq/m³ sur quelques jours est insignifiante sur le plan sanitaire. Du côté des experts officiels, l'entente est parfaite : plus personne ne se demande si certains secteurs n'ont pas été exposés à des concentrations bien plus élevées.**

Pour la CRIIRAD, en revanche, ce volet essentiel ne peut disparaître sans qu'il soit au préalable démontré qu'aucun groupe de population, dans quelque région que ce soit, n'a été exposé à des risques significatifs. À ce jour, on est loin du compte.

D'autant plus loin d'ailleurs, que les anomalies des rapports officiels n'en finissent pas d'obscurcir le dossier. Lire le volet n°2 : un taux sidérant d'anomalies dans le rapport de l'IRSN.

PS : la CRIIRAD s'interroge par ailleurs sur le niveau de compétence de la Commission « scientifique » internationale. Dans sa conclusion n°6, elle considère par exemple qu'il serait utile d'obtenir des mesures sur les dépôts de Ru-106 sur la Roumanie étant donné que c'est dans ce pays que les concentrations les plus élevées ont été mesurées. Cette affirmation est erronée et laisse penser que les experts n'ont pas tenu compte des durées de prélèvement associées aux résultats d'analyse. En effet, dès lors que l'on intègre ce paramètre clef⁴, les contaminations les plus élevées ne concernent plus la Roumanie mais l'Ukraine. Et si les chiffres officiels sont justes, les niveaux maximaux de contamination ont été relevés à la centrale nucléaire de Balakovo, sur la Volga, en Russie, et à la centrale nucléaire de Kozlodouy, en Bulgarie. Si les experts méconnaissent les bases de l'interprétation des données, comment vont-ils vérifier leur qualité ?

⁴ La CRIIRAD avait dénoncé l'absence de ces données capitales dans son courrier du 17/11/2017 à l'AIEA